



Déclaration du Sgen-CFDT au CTSD du 9 novembre 2020

« *Ne pas prévoir, c'est déjà gémir.* »

Cette citation de Léonard de Vinci trouve ici toute son application aujourd'hui, dans l'Education Nationale, en France. Nos dirigeants gémissent et nous grinçons des dents, meurtris et dépités que nos avertissements n'aient pas été pris en compte.

Samuel Paty est mort pour un dessin. Il est mort de son métier. Il a été assassiné parce que certains pensent qu'ils peuvent interférer sur les programmes d'enseignement au prétexte qu'ils ont de l'audience virtuelle. Les réseaux sociaux sont une terre chaotique où rien ne peut être sous contrôle et où le « prof-bashing » prospère.

Pour le Sgen-CFDT, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de réaffirmer la liberté pédagogique des enseignants. Il faut un soutien indéfectible de la hiérarchie lorsque les personnels sont confrontés à des incidents de toute nature visant à déstabiliser ou dénigrer la fonction et le travail d'un professeur.

Notre ministère et sa hiérarchie intermédiaire doivent une protection claire et établie pour les personnels. Mais qu'attendre d'un Ministre qui confond – malgré les nombreuses remontées et nos avertissements au niveau national – communication médiatique et gouvernance ? Nous réclamons que la présentation des directives se fasse d'abord aux agents puis plus tard au grand public. L'école de la République n'en peut plus de subir le diktat du tweet et du buzz médiatique.

Enfin, les annonces présidentielles du mercredi 28 octobre sont venues doucher les dernières traces d'espoir. Là encore, les réseaux et les médias traditionnels se sont faits l'écho de rumeurs bien avant la prise de parole du Président Macron alors même que nous, enseignants, personnels de direction et agents de l'Education Nationale, n'avions aucune directive.

Le Sgen-CFDT souscrit à l'idée que l'Ecole a un rôle stabilisant dans ces temps troublés et souligne la nécessité de la continuité de l'accueil. Cependant, après un retrait des masques Dim annoncé en catastrophe, une réouverture discrète des plateformes d'enseignement à distance (que l'on espère plus efficaces qu'il y a 6 mois), des informations savamment distillées par des canaux transversaux d'informations sans jamais instaurer une communication institutionnelle claire, comment ne pas comprendre les collègues inquiets face à cette reprise ?

Une tape symbolique sur l'épaule et un nouveau masque en tissu ne transforme pas en super-héros même si les discours galvanisants essaient de faire croire le contraire.

Que penser des fameuses « attestations » que les directeurs ont dû remettre aux familles pour leurs déplacements inhérents au transport des enfants ? Les directeurs et chefs d'établissement ont d'ailleurs été extrêmement ravis d'apprendre qu'ils devraient se charger de cette nouvelle corvée par... les médias. Que penser de ces collègues aussitôt à pied d'oeuvre pour organiser à la fois, une rentrée décalée qui par la suite fût annulée, un protocole sanitaire à l'application plus contraignante et la prise en charge des élèves ? Il nous semblait pourtant avoir entendu parler de « l'allègement des tâches des directeurs »... Serait-ce donc un mythe ? Un marronnier ? Un serpent de mer ? Une farce ? Mais c'est vrai, Jean-Michel Blanquer le répète sur tous les plateaux et à tous les micros : « nous avons appris et nous sommes prêts ! ». Nous nous permettons une correction sur ce point : les collègues ont développé une certaine débrouillardise et une entraide sous-terrainne qui n'a rien à voir avec l'Institution mais dont celle-ci profite allègrement et dont le ministre s'attribue le mérite.

Peut-être trouverez-vous que nous sommes redondants quant à cette question de la transmission des informations ? Nous le reconnaissons mais force est d'avouer que la répétition des erreurs de communication de notre ministère frise le comique de répétition.

Au niveau local, lors de ce CT, vous allez nous présenter des nombres, des taux pour nous dire que tout se passe bien... N'oublions pas que derrière ce cumul de chiffres se cachent des personnes et des personnels.

Ainsi, comment ne pas relever la disparition du dispositif PMQC, jamais évalué mais dont le plus grand tort est sans doute de dater d'un autre ministre de l'Education, l'appauvrissement du RASED ou encore l'insuffisance du nombre d'AESH au regard des notifications de la MDPH. Ajoutons le manque de remplaçants, conséquence des choix du CT d'avril 2020, et qui impacte le quotidien de nos collègues. Cet impact est d'autant plus violent lorsqu'il n'y a pas de remplaçant disponible : les équipes répartissent les élèves dans les classes et organisent un brassage en contradiction avec les contraintes sanitaires actuelles. Ce qui semblait être la priorité des priorités dans la bouche de nos gouvernants se trouve facilement balayé en fonction d'autres considérations : si les sorties culturelles sont annulées (ex école et cinéma), les créneaux piscine sont autorisés par les équipes de circonscription : comment respecter le protocole sanitaire avec 4 classes qui partagent le car, les vestiaires, les douches et le bassin ? On voit bien que le sanitaire n'est pas une priorité. D'ailleurs comment qualifier la façon dont sont considérés aujourd'hui les personnels vulnérables ? Le décret du 29 août avait redéfini une liste de pathologies, l'objectif à peine voilé étant de pousser une majorité de collègues à retourner dans leurs écoles en réduisant au maximum cette liste. Aucune information directe ne leur est parvenue (alors qu'une liste de personnels est connue depuis le mois de mai), ni en août, ni en octobre quand ce décret a été suspendu par le Conseil d'Etat. Aujourd'hui, les équipes de circonscription assurent que rien ne change et que tout va bien pour eux car ils ont des masques chirurgicaux ! Nous demandons à ce que les personnels concernés reçoivent une information claire et que leur santé ne soit pas mise en danger. A moins que la santé des personnels ne soit pas une priorité ?

« Gouverner, c'est prévoir » et manifestement rien n'est suffisamment anticipé et tout dépend des « petites mains » qui, sur le terrain, font le maximum pour que tout se passe au mieux, ... « dans la mesure du possible » comme dirait notre ministre...